



Un système scolaire PAR NOUS ET POUR NOUS

De la grande noirceur à la lumière



Dans les années 1960-1970, le Québec a tout mis en œuvre pour sortir la grande majorité de sa population de l'ignorance et soustraire le privilège de l'éducation qu'à une seule élite religieuse et économique. Nous nous sortions d'un développement anémique en rendant notre système scolaire démocratique et accessible à tous les membres de notre communauté. Les Québécoises et les Québécois de toutes conditions allaient investir les bancs de nos écoles, de nos polyvalentes, de nos cégeps, de nos universités et allaient prendre en main leur devenir de citoyennes et citoyens engagés, responsables et allumés. Nous allions former avec ambition des ouvrières et des ouvriers, des techniciennes et techniciens, des professionnel·les cultivés et capables d'enrichir les débats économiques, sociaux et culturels dans la grande joute planétaire.

Insidieux sabotage (de l'État responsable à l'État comptable)

Depuis quelques décennies, les gouvernements, soumis aux volontés du pouvoir économique, sabrent dans notre projet d'une éducation plus égalitaire et d'avant-garde. Nos écoles sombrent dramatiquement dans la vétusté, la précarisation, la sous-traitance, l'abandon de services essentiels et l'augmentation affolante du nombre d'élèves par classe.

Cette vision mercantile à courte vue, par l'obsession du déficit zéro et la diminution des impôts, provoque le désengagement de l'État envers ses responsabilités collectives. L'ère des compressions, sur compressions, sur compressions... nous détourne progressivement de notre mission fondamentale d'éducation. De surcroît, même s'il diminue les ressources, le gouvernement demande à nos gestionnaires « d'entreprises » scolaires de livrer la même marchandise : un système d'éducation performant et innovant !

S'ensuit une succession de malheureuses conséquences : concurrence entre institutions scolaires, augmentation surhumaine des tâches, montée inacceptable de l'épuisement professionnel, exigence démesurée de la reddition de compte, dégradation chronique de nos environnements de travail, diminution dramatique des services aux élèves et la perte des moyens nécessaires à la recherche fondamentale, à la créativité et à l'originalité dans l'enseignement supérieur.

« Faire beaucoup plus
avec beaucoup moins »

Il nous faut reprendre le flambeau

À tous les niveaux de notre système scolaire, la société québécoise finance l'éducation de 51 % à 90 %. Nous sommes donc toutes et tous propriétaires de notre droit collectif à une éducation de qualité. Reprenons en main nos responsabilités citoyennes d'exiger un système scolaire **par nous et pour nous**.

Nous revendiquons un système scolaire, de la petite enfance à l'université, accessible, démocratique et universel.

Nous, travailleuses et travailleurs en éducation, demandons la participation de toutes nos concitoyennes et tous nos concitoyens afin que nous reprenions en main notre droit collectif à une éducation adéquate. Nous voulons diplômer des citoyennes et des citoyens instruits, polyvalents, autonomes, résilients, créatifs et engagés plutôt que des pantins soumis aux aléas du marché. Nous demandons à toutes celles et à tous ceux qui ont largement bénéficié du renouveau scolaire, qu'ils mettent l'épaule à la roue pour en assurer la pérennité.

Les défis d'une école plus ouverte sont nombreux et nous devons **par nous et pour nous** les surmonter.

Les Québécoises et les Québécois veulent :

- Accorder un financement adéquat en éducation qui sera garanti par des mesures fiscales plus égalitaires ;
- Redonner l'autonomie professionnelle et leur plein respect aux travailleuses et travailleurs en éducation ;
- Assurer à tous et chacun, quels que soient leurs besoins ou leurs parcours, une éducation de qualité, de la petite enfance à l'université ;
- Redonner l'accessibilité universelle à un système scolaire qui offre tous les services nécessaires à la réussite de tous les membres de notre communauté ;
- Développer une communauté fière de la culture, de l'engagement social, du sens critique, de la capacité d'innover de toutes leurs concitoyennes et tous leurs concitoyens.

« Une éducation par
nous et pour nous »

J'adhère à la déclaration :

